



par Ludovic MALOT*

Exportations et monnaie : la spirale infernale

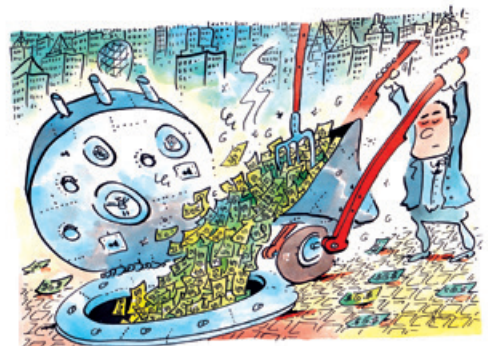
Il y a de nos jours un mythe fort répandu dans la population. Ce mythe consiste à croire que les exportations sont indispensables et qu'elles doivent être développées pour augmenter les revenus et créer des emplois. Le secteur horloger est souvent évoqué car il est sans doute plus intéressant aux yeux du public que le domaine des pompes hydrauliques, mais il n'en demeure pas moins que toutes les industries et les services sont concernés.

*Tout le monde aspire
à gagner plus tout
en travaillant moins*

Afin de bien cerner l'intérêt de notre argumentation, nous posons l'hypothèse que nous poursuivons finalement tous les mêmes attentes d'un point de vue économique et celles-ci sont triples : tout le monde souhaite bénéficier d'un pouvoir d'achat élevé, c'est-à-dire d'être en capacité d'acheter des biens et services de qualité en donnant une contrepartie monétaire la plus faible possible. Deuxièmement, chacun souhaite pouvoir épargner, base de toute prévoyance, soit pour faire face à des moments difficiles et impré-

visibles, soit dans l'objectif d'un investissement futur. Troisièmement, tout le monde aspire à gagner plus tout en travaillant moins.

Ces attentes légitimes posent pourtant un sérieux problème : elles sont incompatibles avec la création des banques centrales dès la fin du 19ème siècle et ce, malgré les gains de productivité considérables qui ont été réalisés. En effet, bien que nous soyons dans une économie de marché, le principe de concurrence n'est étrangement pas appliqué à la monnaie. Ce privilège permet aux banques centrales de créer de la monnaie ex nihilo et aux banques commerciales de développer leurs activités sur une base de réserves fractionnaires.



© Pecub



© Pecub

Ainsi, la monnaie est constamment diluée et le pouvoir d'achat ne progresse pas au niveau où il devrait être étant donné notre avancement technologique. En effet, de moins en moins de personnes peuvent épargner et constituer un capital et l'endettement remplace les fonds propres. Dans ce contexte, la réduction du temps de travail n'est pas possible. Par ailleurs, depuis la création de la FED en 1913, toutes les devises ont perdu plus de 95 % de leur valeur, provoqué par l'expansion artificielle de la masse monétaire et la pratique des réserves fractionnaires. En somme, toutes les monnaies « fuient » car elles ne sont plus adossées à un actif réel.

Bien que nous soyons dans une économie de marché, le principe de concurrence n'est étrangement pas appliqué à la monnaie

Par conséquent, nous affirmons que si les réserves fractionnaires étaient rendues illégales car intrinsèquement frauduleuses et que les banques centrales étaient dépossédées de leur pouvoir discrétionnaire de diluer, de déprécier la monnaie au profit d'une monnaie naturelle, notamment d'or métallique, alors les prix baisseraient de

manière significative. En effet, la montagne de dettes globale serait liquidée, la masse monétaire se contracterait fortement, donc la valeur de la monnaie augmenterait et les prix seraient ajustés massivement à la baisse. Le pouvoir d'achat ferait un bond considérable, les taux d'intérêts remonteraient, l'épargne serait encouragée, les subventions étatiques comme par exemple l'agriculture deviendraient inutiles, le temps de travail diminuerait progressivement et seuls les investissements vraiment rentables auraient accès au crédit, c'est-à-dire à de l'épargne réelle.

Depuis la création de la FED en 1913, toutes les devises ont perdu plus de 95 % de leur valeur

Ainsi, la cause inavouée de cette croissance forcée et obsessionnelle souvent prêchée par des économistes de tous bords - qu'ils soient invariablement issus du monde bancaire ou au bénéfice de mandats étatiques - est que la monnaie monopolistique des banques centrales est hautement toxique : elle contient en elle les germes de la dépréciation et de la dépendance économique. Elle agit en fait comme un tortionnaire invisible et cleptomane obligeant ses sujets à produire et vendre toujours plus, notamment à l'étranger. Cette monnaie-là a un coût humain, économique, social et environnemental tout à fait astronomique.

Nous affirmons par conséquent que la réflexion et l'action - dans une optique de bien-être collectif et de prospérité - doit non plus se focaliser aveuglément sur la seule création de valeur, mais sur l'instrument de transmission et de conservation de cette même valeur. Et cet instrument - la monnaie - ne peut être une réserve de valeur authentique, fiable et durable à la seule et unique condition d'être constitutionnellement libéralisée. ■

**A PROPOS DE L'AUTEUR :*

Ludovic MALOT - Entrepreneur et économiste
lmalot@ormesys.com



Comment contribuer ? Voir page 11